

**Olivier Tesquet, *Les géants numériques, une menace pour la démocratie ? Ils ne se contrôlent plus.***  
**Télérama, 31 octobre 2017**

*Google, Apple, Facebook... les géants du numérique régissent nos vies. Et échappent souvent à leurs responsabilités, sans que les Etats parviennent à leur imposer de règles. L'heure des comptes a sonné. Mais n'est-il pas déjà trop tard ?*

Sous les hauts plafonds lambrissés du Hart Building, derrière le Capitole, le sénateur démocrate Al Franken, ancien humoriste de l'émission Saturday night live, n'a aucune envie de rire. C'est une première : Facebook, Google et Twitter sont entendus par une commission parlementaire chargée de faire toute la lumière sur un soupçon d'ingérence russe, un de plus, pas le moindre. Pendant la campagne présidentielle américaine, l'Internet Research Agency, une phalange numérique du Kremlin, aurait dépensé un peu plus de 100 000 dollars pour acheter de fausses publicités politiques et mettre le feu à l'opinion publique. En tout, 126 millions d'Américains auraient été exposés à ces messages manipulateurs. Face à Franken, Colin Stretch, directeur juridique de Facebook, crayon de papier à la main et mine grave, se prend une soufflante : « Comment Facebook, qui s'enorgueillit de pouvoir traiter des milliards de données et sait les calibrer pour ses utilisateurs, n'a pas su faire le lien entre des publicités électorales et le paiement en roubles depuis la Russie ? Ce sont deux données ! Comment avez vous fait pour ne pas relier ces deux points ? ! » interroge Franken. « Avec le recul, nous aurions dû être plus vigilants, se contente de répondre Stretch. Nous avons manqué des signaux, mais désormais, nous sommes concentrés. »

La séquence, immortalisée par la chaîne parlementaire C-Span, a fait le tour des médias américains. A elle seule, elle résume le revirement face aux multinationales de l'économie numérique. Rarement un représentant politique a demandé aussi franchement des comptes à un poids lourd de la Silicon Valley. Il y a dix ou quinze ans, des entrepreneurs aux joues encore adolescentes mais aux dents déjà longues nous promettaient main sur le cœur qu'ils allaient changer le monde. Nous en sommes revenus. Longtemps, les géants du Net ont décliné toute responsabilité sur les contenus véhiculés. Aujourd'hui, les mêmes sont cuisinés en mondovision, accusés de dérégler la marche de la planète et sommés de prendre leurs responsabilités. De la prolifération de fausses nouvelles aux craintes de manipulations électorales, ils ne peuvent plus prétendre qu'ils n'y sont pour rien. Comment pourrait-il en être autrement ? Sept des dix sociétés internationales les mieux cotées viennent d'Internet. Aux inévitables Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (les fameux Gafam), il faut ajouter les chinois Alibaba, leader du commerce en ligne, et Tencent, numéro un mondial du jeu vidéo. Surtout, ces titans détiennent le monopole des recherches sur le Web, des systèmes d'exploitation pour mobiles et ordinateurs - en somme, de l'accès à l'information.

La curiosité bienveillante a définitivement fait place au rapport de forces musclé, et à une interrogation angoissée : comment reprendre le contrôle ? 2017, l'année de la prise de conscience Google et sa holding Alphabet finiront ils par remplacer les gouvernements ? Facebook va-t-il substituer ses conditions générales d'utilisation aux lois ? Ces entreprises sont déjà assises à la table des grands. Comme un symbole, en février 2017, le Danemark a nommé un ambassadeur auprès des plateformes. Et que dire du bruit médiatique autour d'une candidature de Mark Zuckerberg, le patron de Facebook, à la MaisonBlanche en 2020 ? L'hypothèse semble aujourd'hui farfelue, mais certains signes intriguent. En mai dernier, devant un parterre d'étudiants à Harvard, il a réclamé un « nouveau contrat social » basé sur l'entraide, caressant même l'idée d'un revenu universel; il a embauché David Plouffe, l'ancien stratège d'Obama, dans sa fondation <sup>(1)</sup> ; en novembre, dans un élan de politique à la papa, il a achevé une grande tournée à travers les Etats-Unis, à la rencontre des

Américains. C'est dire l'omniprésence, renforcée par des millions de dollars en lobbying, de ces sociétés. En face, le pouvoir régalien est-il en mesure de réagir ? Pas facile quand il emprunte plus qu'à son tour le discours marketing des Gafam en espérant moderniser des institutions politiques dévalorisées.

De la « start-up nation » à l' « Etat-plateforme », mots-clés chers à Emmanuel Macron, le langage a été contaminé par la technologie. En un sens, l'idéologie californienne a déjà gagné : nous sommes incités à gérer nos vies comme des entrepreneurs, à comptabiliser nos « likes » pour mesurer notre réputation. « La démocratie est malade », diagnostique Evgeny Morozov sans trop se mouiller. En 2013, dans un essai remarqué, *Pour tout sauver, cliquez ici*, ce truculent chercheur d'origine biélorusse réglait son compte au « solutionnisme », qui transforme les start-up en sauveurs de l'humanité. Il enchaîne : « La mondialisation a échoué, mais pas la technologie. Aujourd'hui, c'est la seule chose qui marche. Dans ces conditions, voilà la promesse de nos élites : désinformation, cancer, réchauffement climatique, nous allons tout résoudre grâce aux miracles de l'intelligence artificielle ! On s'en remet aux entreprises de la Silicon Valley - qui ne sont pas responsables d'une crise qui les précédait -, mais, à terme, cette stratégie va nous asphyxier davantage. Les conséquences d'un échec seront immenses. A côté de ce qui nous attend, Trump semblera trivial. »

On se dit qu'il exagère. Que cet exercice de futurologie n'est qu'un avertissement lointain. Que Trump a déjà touché le fond de la piscine. Il n'est pourtant pas le seul à agiter frénétiquement les bras pour donner l'alerte. « L'année 2017 a été l'année d'une gigantesque prise de conscience », reconnaît Margrethe Vestager, au téléphone depuis son bureau bruxellois. Cette année, la pugnace commissaire européenne à la concurrence, ancienne ministre danoise de l'Intérieur et de l'Economie, a imposé sa spécialité : taper au portefeuille. En juin, elle a infligé une amende de 2,42 milliards d'euros à Google pour abus de position dominante. Du jamais-vu dans l'histoire de l'UE. Et deux autres enquêtes sont en cours. De quoi faire de cette élégante quadragénaire la première force d'opposition politique à la toute puissance des colosses du numérique. Pour elle, que certains pronostics placent déjà à la tête de la Commission européenne dans un futur proche, pas question de borner la réflexion à des questions arithmétiques - voire morales - de fiscalité. « Certes, ces sociétés ont permis des choses impossibles avant, et inventé des services qui n'existaient pas. Malheureusement, en quelques années, nous sommes passés des espoirs de libération technologique soulevés pendant le Printemps arabe à la prolifération des *fake news* et des discours de haine, ainsi qu'à la promotion du terrorisme et aux soupçons de manipulation électorale. Les grandes plateformes ont encore le potentiel pour améliorer la démocratie, mais nous avons été naïfs. Elles peuvent la menacer si nous ne reprenons pas le pouvoir. Nous devons nous adapter et nous poser les bonnes questions : quel genre de citoyens voulons-nous être ? Aspirons-nous à des idéaux de responsabilité et de transparence ? Une société, c'est d'abord des individus, pas des technologies.»

La vigueur de la charge interpelle : Vestager est une libérale bon teint, pas une marxiste-léniniste nostalgique de la planification économique. Facebook, une question de modération Dès ses débuts dans les dortoirs de Harvard, en 2004, Mark Zuckerberg a forgé un slogan en forme de dogme : « Aller vite, casser des choses. » La formule pourrait figurer au fronton d'autres sièges sociaux californiens. « C'est vrai que nous sommes par nature une entreprise "disruptive", qui innove en permanence, indique Anne-Gabrielle Dauba. Nous avançons vite, très vite, et bousculons certainement un ordre établi. » Dans ce nouveau monde, les grands équilibres sociaux et économiques ne sont pas chahutés, ils sont bouleversés. Mais tout briser, c'est aussi prendre le

risque de ne rien pouvoir réparer. C'est particulièrement vrai pour Facebook, en première ligne du débat public ces derniers mois. Cet automne, le mensuel américain The Atlantic posait ouvertement la question qui fâche : « Est-ce que Facebook sait seulement contrôler Facebook ? » Pour remettre la main sur le gouvernail, la plateforme a massivement recruté. Les équipes de modération sont passées de 4 500 à 7 500 têtes. Et ils sont désormais 20 000 à assurer la sécurité du site et des échanges au sein des communautés, après l'embauche de 10 000 nouveaux salariés.

Malgré ces renforts, le premier réseau social du monde, deux milliards d'utilisateurs, reste sous le feu des critiques. Peut-être parce que son impact sur la société est à la fois plus visible et plus intime. Facebook, c'est le lieu de la famille, des copains, du petit monde connecté en réseau. C'est une promesse et - comme les employés le répètent à l'envi en interne - une mission. Dans son architecture et ses usages, il modifie en profondeur les affects et les rapports humains. Par un simple changement d'algorithme, en minorant leur présence, le réseau a droit de vie ou de mort sur la presse et sur la communication de pans entiers de la société civile. Dans bien des pays, ONG, associations ou médias d'opposition en dépendent. Facebook guide sans jamais desserrer son étreinte, devenu (presque) incontournable. Mais la machine de guerre est malade. Ce n'est pas un hasard si d'anciens ingénieurs se repentent désormais publiquement dans d'étranges séances d'autoflagellation. Ici, l'inventeur du bouton « j'aime » assassine sa propre création, « ces bips lumineux de pseudo-plaisir » ; là, un ancien du marketing s'inquiète d'une industrie qui a accouché de « la plus importante, la plus standardisée et la plus centralisée des formes de contrôle de l'attention de l'histoire de l'humanité ». Chamath Palihapitiya, ancien vice-président du réseau social, va même jusqu'à interdire à ses enfants de « se servir de cette merde ». Zuckerberg en personne a fait amende honorable en annonçant ses bonnes résolutions pour la nouvelle année. Après avoir appris le mandarin et lu vingt-cinq livres en un an, conformément à ses précédents engagements, il s'attelle à un défi d'une autre ampleur : réparer son site. « Le monde est anxieux et divisé, et Facebook a beaucoup de travail à faire pour s'assurer que le temps passé sur la plateforme est du temps bien employé », écrit-il dans un message publié sur son compte. Privilégier le « bien-être » des usagers comme pour rassurer des internautes crispés : ayez confiance, semble dire saint Mark. L'Europe bientôt colonisée ?

La câlinothérapie ne suffira probablement pas quand, chaque semaine, un journal ou une émission de radio se demande si les-géants-du-Web-menacent la-démocratie. Que veulent les plateformes ? « Nous nous sommes laissé impressionner, mais ce sont des entreprises comme les autres, tranche Margrethe Vestager. Si vous regardez Facebook ou Google avec une grille de lecture traditionnelle, ce sont avant tout des régies publicitaires. Ces sociétés passent leur temps à nous dire qu'elles sont simplement un canal, un réseau social. Mais prenez la récente décision de la Cour européenne de justice, en décembre 2017 : Uber y est considéré comme un service de transport. C'est une mise au clair qui permet de transformer la fiction en faits. » Pendant un temps, ce flou sémantique sur la véritable nature de leurs activités a servi l'idéologie de la rupture des leaders de la tech. Mais même eux ont fini par revenir. « Gafam est un terme fourre-tout qui nuit à la compréhension du débat », précise-t-on du côté de Google. Pas faux, puisque chacun peut être rattaché à un secteur d'activité traditionnel. Amazon pratique la grande distribution, Apple vend des systèmes propriétaires, et Google ou Facebook raffinent de la donnée au quintal. Tous partagent néanmoins un point commun : ils nous facilitent la vie tout en la régentant.

Aurions-nous mal posé les termes de l'équation ? C'est l'avis d'Evgeny Morozov, farouche critique du capitalisme numérique et de ces « métaphores simplistes » qui troublent la vision au lieu

d'éclairer la pensée : « Ceux qui disent que les données sont le nouveau pétrole ne comprennent rien ni aux premières, ni au deuxième. Les pays producteurs de pétrole, l'Arabie saoudite ou la Norvège, par exemple, ont eue le pouvoir d'influencer les compagnies pétrolières. Mais alors que tous les pays produisent de la data, ce n'est pas pour autant qu'ils ont un quelconque pouvoir sur les entreprises technologiques. Et pour cause. Il n'y a pas d'échange dans le marché des données, elles ne servent qu'à nourrir les intelligences artificielles de Facebook et de Google. » Des entreprises comme les autres donc, à condition de comprendre l'Histoire dans laquelle elles s'inscrivent. « Pions informatiques. Pourtant, l'Europe continue d'accepter des règles commerciales et des traités internationaux qui encouragent la libéralisation des échanges de données. Bientôt, elle sera complètement colonisée par les EtatsUnis ou la Chine. » A l'écouter, le combat n'est pas complètement perdu, mais il est mal engagé. Est-il vraiment trop tard ? Margrethe Vestager est plus optimiste. C'est dans sa fiche de poste. « Que je sache, l'Union européenne a déjà réussi à imposer des règles », se félicite-t-elle d'une voix taquine. Rendez-vous au prochain round - Illustration Séverin Millet

<sup>(1)</sup> L'Initiative Chan-Zuckerberg, qu'il a créée avec sa femme, Priscilla Chan, en 2015, entend « faire avancer le potentiel humain et promouvoir l'égalité dans des domaines comme la santé, l'éducation, la recherche scientifique et l'énergie ». De quoi concurrencer Bill Gates, le fondateur de Microsoft, sur le terrain du philanthrocapitalisme.

<sup>(2)</sup> Appareils dont les systèmes d'exploitation sont imposés à l'utilisateur.